



Communiqué SECTION LOCALE SPIP 13

« Ouverture d'un
Quartier de Lutte contre la Criminalité Organisée à
Aix en Provence : pour en savoir plus, tapez 1. Ne
changez pas de chaîne, à tout de suite après la
pub ».

C'est vers 23h, dimanche 12 octobre, en clôture d'un documentaire télévisé, le doigt sur la touche « Off » de leur télécommande, que les personnels pénitentiaires des Bouches du Rhône, tous corps confondus, ont appris qu'un Quartier de Lutte Contre La Criminalité Organisée (QLCO) allait ouvrir ses portes au Centre Pénitentiaire d'Aix-en-Provence.

Les personnels pénitentiaires sont effarés par cette modalité de communication managériale. Peut-être doivent-ils se réjouir du fait que les temps de réunion se réduiront à l'avenir, puisqu'ils pourront prendre connaissance des informations sur les organisations de service et leur propre carrière en lisant leur horoscope, sur les réseaux sociaux ou entre deux podcasts.

L'ouverture de cette structure, indépendamment de son opportunité, dans un établissement qui connaît un taux d'occupation de 150 %, dont absolument aucun service ou corps, n'est épargné par des carences en ressources humaines aux effets dévastateurs, est une hérésie. Cette ouverture dans un contexte où la situation budgétaire ruine toute idée de travail de fond des besoins criminogènes du public, affecte les conditions sécuritaires, parasite les conditions d'intervention et les déroulés de carrière des personnels, est incompréhensible. Le très maigre gain, en termes de qualité d'intervention et de détention, qui pouvait être espéré avec l'extension du CP de Marseille, sera annihilé. Et les conséquences pèseront d'autant sur l'établissement marseillais déjà sur la sellette.

Plus problématique encore est l'absence totale de communication officielle dans les services, avec des fuites, des bruits de couloir insistants, des info en « off » d'organisations syndicales, qui ouvrent la porte à toutes les supputations, et placent les personnels dans une incertitude et une angoisse insupportables. Comme c'est le cas pour les personnels du Centre National d'Evaluation qui sont au cœur d'un faisceau d'indices qui envierait leur structure sous d'autres cieux dans le département...

Comment peut-on accepter de traiter ses agents ainsi ?

Les instances régionales du SNEPAP-FSU ont immédiatement fait part de leur incompréhension, de leur colère, et de leurs inquiétudes auprès du Directeur Inter-régional. Nous sommes informés d'un déplacement du Directeur de l'Administration Pénitentiaire sur site demain, vendredi 17 octobre. Nous avons obtenu la garantie de voir les personnels pénitentiaires d'insertion et de probation représentés par leurs organisations siégeant au CSAP du SPIP 13. Les personnels, dans leur ensemble, méritent le respect. Les personnels, dans leur ensemble, attendent du dialogue. Les personnels doivent être rassurés, protégés, et écoutés.

Le bureau départemental SNEPAP-FSU des Bouches du Rhône

Syndicat National de l'Administration Pénitentiaire

✉ 12-14 rue Charles FOURRIER — 75013 Paris ☎ Tel : 06.43.17.25.05
mail : Snepap@fsu.fr Site internet : Snepap-fsu.fr <https://twitter.com/snepap>



ENGAGÉS
AU QUOTIDIEN

REGION SUD EST - DISP MARSEILLE

